

FONCTION PUBLIQUE

En grève demain

Les représentants des douze syndicats autonomes organisés au sein de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique ont réaffirmé, hier, leur détermination à tenir une journée de grève demain sur l'ensemble du territoire national.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Ainsi, un appel à la mobilisation générale des travailleurs est lancé dans plusieurs secteurs dont l'éducation, l'enseignement supérieur, la santé et la formation professionnelle pour exiger la révision de la nouvelle grille des salaires à travers notamment le

relèvement du point indiciaire de 45 dinars actuellement à 70 dinars et une classification cohérente des professions en fonction des diplômes. En somme c'est «le statut général de la Fonction publique qui ne répond pas aux attentes des fonctionnaires car élaboré sans consulter les pre-

miers concernés», déplorent les syndicalistes. Intervenant hier lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'Unepf à Alger, les représentants, du SNPSP, Cnes, Snapsy, Snapes, Snapap, Satef et de la SNTE ont, tour à tour, dénoncé le mépris dont ils font l'objet de la part des pouvoirs publics.

«A la veille de notre mouvement de protestation, aucun appel à la négociation et au dialogue ne nous est parvenu. Cela constitue une preuve supplémentaire de la marginalisation et du déni du droit

d'exister aux syndicats autonomes qu'affichent les pouvoirs publics», a estimé Meziane Meriane, coordinateur national de cette intersyndicale. Pour ces syndicalistes, l'enjeu est d'améliorer les conditions socioprofessionnelles des travailleurs dont le pouvoir d'achat ne cesse de s'éroder. Outre la révision des salaires, ils préconisent entre autres «la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ainsi que la réévaluation de la monnaie nationale».

L. M.

LES SYNDICATS AUTONOMES AFFÛTENT LEUR STRATÉGIE

Prémices d'une seconde centrale syndicale ?

Test de vérité pour les organisations syndicales autonomes du secteur de la Fonction publique. Sa capacité de mobilisation attendue à l'occasion de la démonstration de force fixée pour demain tracera, à coup sûr, les contours du champ syndical algérien.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La nouvelle «force syndicale» regroupée en la circonstance autour de l'intersyndicale, représentant pas moins d'une douzaine d'organisations syndicales autonomes, tentera d'arracher de l'épreuve du terrain son quitus définitif quant à sa grande capacité de représentation dans le secteur de la Fonction publique.

L'enjeu est de taille. Il est à la fois d'ordre revendicatif et représentatif. Si pour le premier, tout le monde s'accorde à dire — l'UGTA et les pouvoirs publics y compris — que la dégradation de la situation sociale a atteint son apogée, le second, quant à lui, constitue la principale mise

de cette nouvelle donne sociale. En effet, si à la fin du «combat», l'intersyndicale aurait réussi à tirer son épingle du jeu, il sera dès lors établi que la Centrale syndicale, qui a jusque-là «dominé» tant dans le secteur économique que dans la Fonction publique, aura désormais à compter avec un autre partenaire syndical.

Ainsi, si le contexte est différent de celui de la fin des années 1980, il est toutefois permis d'établir un «lien conjoncturel» entre les événements socioéconomiques qui ont marqué cette époque et ceux d'aujourd'hui. En effet, si au lendemain de l'ouverture démocratique, l'UGTA a entamé son renouveau, en affichant à la fois son autonomie et sa force revendicative vis-à-vis des pouvoirs publics, aujourd'hui, c'est au tour des syndicats autonomes de «prendre» le relais et s'engager dans cette optique.

A ce titre, un grand nombre d'analystes considèrent que «l'expérience de ces 15 années d'activité et de luttes des syndicats autonomes représentatifs a permis une décantation, comme elle a aussi permis de montrer que l'autonomie syndicale aujourd'hui signifie avant tout une ligne syn-

dicale démocratique et revendicative». Il est parfaitement clair que les réformes néolibérales initiées par le pouvoir dans le secteur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la santé et de la Fonction publique en général ont rencontré essentiellement une grande résistance grâce aux luttes des syndicats autonomes qui activent dans ces divers secteurs. Par ailleurs, la situation organique dans laquelle se trouve aujourd'hui la première centrale syndicale du pays a énormément contribué à l'émergence de cette donne.

Ainsi, trois questions et pas des moindres se posent aujourd'hui au mouvement syndical autonome : quelle sera sa stratégie future sur le terrain des luttes pour défendre les acquis syndicaux ? Se dirige-t-on vers la construction d'une deuxième centrale syndicale ?

Quelles seront les étapes de cette construction ? Les premiers éléments de réponse sont déjà là. Une ébauche d'union syndicale entre douze syndicats autonomes dans le cadre de l'intersyndical atteste de cette nouvelle stratégie.

A. B.

ILS ONT DIT OUI À LA LOI D'ORIENTATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les députés consacrent l'ouverture de l'université au privé

L'ouverture de l'enseignement supérieur au privé a été consacrée hier. Les députés ont majoritairement dit oui à la loi d'orientation du secteur modifiant celle de 1999. Seuls les députés du Parti des travailleurs se sont opposés aux dispositions du texte tandis que le FNA s'est abstenu. Le texte adopté qui stipule que le secteur de l'enseignement supérieur ne «peut en aucun cas être privatisé» consacre également le système LMD qui a fait l'objet d'acribes critiques.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le texte adopté hier par l'APN et dans son article 43 bis, stipule que des personnes d'ordre moral peuvent désormais créer des universités privées pour peu qu'elles répondent à certains critères.

Alors que la loi présentée par le gouvernement n'en faisait pas une condition sine qua non, la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses a estimé que seules les personnes de nationalité algérienne pouvaient occuper le poste de premier responsable des établissements privés.

Ces derniers doivent justifier

d'un capital égal ou supérieur à celui des SPA. Le même article stipule que les universités privées doivent avoir au moins les mêmes moyens, être en mesure d'assurer un enseignement de qualité au moins égal à celui dispensé dans les universités publiques et doivent également se mettre au diapason des attentes du secteur économique.

La commission a jugé utile d'ajouter deux nouveaux critères, à savoir le respect de l'identité nationale et les spécificités culturelles et religieuses.

Ces «précautions» censées rassurer ceux qui s'opposent à

l'ouverture du secteur privé n'ont pas eu l'effet escompté. A l'origine de la majorité des amendements, les parlementaires du PT n'ont pas été sensibles aux arguments développés par le rapporteur de la commission.

Is se sont d'ailleurs livrés à un véritable plaidoyer en faveur de l'université, appelant leurs collègues de l'Hémicycle à prendre une position «historique» en rejetant les dispositions du texte. A chaque fois qu'un député du parti de Louisa Hanoune prenait la parole pour expliquer le pourquoi de son rejet d'un article, la réponse du rapporteur était la même.

Ce dernier qui rejetait l'amendement, estimait en effet qu'il était en opposition avec l'esprit du texte. Et pour cause, le PT remet en cause le système LMD qui, aux dires des députés, menace l'université et promet à l'avenir des diplômes «Light». Ces députés estiment en effet que la mise en œuvre du LMD a prouvé ses

limites puisque le taux d'échec est très élevé. Ils considèrent que la solution ne réside pas dans l'ouverture au privé mais dans la réforme du secteur du supérieur.

Les élus du PT considèrent en effet que ce dernier risque de connaître les mêmes dérives que celles enregistrées dans le secteur de l'éducation après son ouverture au privé. Ils prédisent un système à deux vitesses, une fuite massive des enseignants vers le privé et une hégémonie des patrons de grandes entreprises qui interféreront dans le processus pédagogique.

Des arguments qui ont laissé de marbre les députés de l'alliance présidentielle qui ont dit oui à tous les articles et se sont opposés aux 45 amendements introduits.

Ces mêmes députés ont, sans surprise, dit oui au deuxième texte proposé au vote et qui concerne la recherche scientifique.

N. I.

Tayeb Louh présente la loi sur le contentieux

Le ministre du Travail a présenté hier la loi relative au contentieux en matière de Sécurité sociale. Tayeb Louh qui a présenté les arguments ayant conduit à la rédaction de ce texte a affirmé que l'objectif premier était d'assurer les équilibres des caisses sociales.

Des dispositions de la loi allant dans ce sens sont prévues mais d'ores et déjà, le ministre considère que le nombre de contentieux est en baisse en raison des inspections qui se font de manière systématique au niveau des caisses. Le texte soumis au député et présenté par le ministre du Travail vise, selon ses rédacteurs, à atteindre «une plus grande maîtrise de la gestion du contentieux de Sécurité sociale et une simplification des procédures, aussi bien pour les organismes que pour les assurés sociaux et les assujettis». Les députés ont aussitôt entamé les discussions autour de ce texte.

N. I.

APRÈS LE REPORT

DE LA VISITE DE
BOUTEFLIKA À
CONSTANTINELa «moubayaâ»
avortée

C'est «au nom des citoyennes et citoyens de la wilaya» qu'ici-bas en province, édiles et commis de l'Etat ont décidé de planter le décor de «la moubayaâ». «Les Constantinois exhortent Votre Excellence afin que vous briguez un troisième mandat pour parachever votre ambitieux programme», pouvait-on lire sur les banderoles insouciantes de l'actualité de dernière minute : le report surprise de la visite présidentielle dans la capitale de l'Est.

Une visite dite de travail et d'inspection alors que, rarement, pèlerinage du chef de l'Etat ne s'est contenté d'un programme aussi maigre que celui concocté pour la circonstance par les responsables de la wilaya de Constantine. Il n'y avait presque que les cérémoniaux d'exhortation attendus qui motivaient ce déplacement. Constantine, que l'on dit baromètre de la vie politique du pays, était en fait toute indiquée pour tâter le pouls de «l'adhésion populaire» quant à l'ambition du président de brigrer un troisième mandat. Un avant-goût de ce qui devait se produire aujourd'hui à Constantine avait été donné en ce même lieu, le 5 décembre dernier par les mêmes relais qui ont opéré une véritable offensive prenant à témoin les politiques français et à leur tête Nicolas Sarkozy. Et c'est d'ailleurs dans ces conditions que Bouteflika avait promis de revenir à Constantine, n'offrant qu'un court délai aux autorités locales pour improviser un programme de visite respectable. «Un honneur» qu'ils n'honorèrent pas. Si encore, ils contribuèrent à installer un climat des plus délétables.

Dès lors, Bouteflika, qui affectionne les exhibitions en territoire conquis, ne pouvait se hasarder dans une contrée devenue subitement hostile aux symboles de l'Etat. La colère populaire générée par la gestion catastrophique de l'évacuation des habitants d'un quartier mythique de la ville du Vieux-Rocher a lourdement pesé dans la décision qui a dicté le report, voire même l'annulation de la visite du président. Certes, il y a les comptes rendus de la presse qui ont unanimement relevé cette situation préoccupante mais les différents départements, de sécurité notamment, ont dû noircir de leur côté des rapports détaillés sur ce climat, de surcroît à la veille d'une visite présidentielle éminemment politique.

C'est que l'image de marque du locataire d'El Mouradia risquait gros pour un pèlerinage aussi bref et dédié justement à sa promotion. Les intonations de baroud ne pouvaient certainement pas étouffer les cris de détresse d'une population désabusée par des commis de l'Etat aussi incompetents qu'arrogants, si cette dernière venait à décider de faire entendre sa voix. Le camouflage qu'ont subi ces derniers après l'annulation de la visite n'a d'égal, en effet, que leur incompetence à se hisser au niveau des aspirations citoyennes à la dignité et au juste. Il aurait pu être plus humiliant si... Hélas, le chef de l'Etat a préféré perpétuer sa propre tradition. S'il ne devait pas se prononcer personnellement sur les raisons de ce report, lui qui a de tout temps observé un silence assourdissant dans des moments cruciaux traversés par le pays, il n'a pas délégué pour autant ses services pour communiquer la moindre information. À l'évidence, cela dénote l'existence d'un malaise que l'on voudrait taire. Et, certainement, un climat défavorable à la tenue d'une messe qui serait un exemple du genre pour lui ouvrir le chemin du troisième mandat, cela relève du domaine de l'inavouable.

Kamel Ghimouze

Menace sur les instituts privés existants ?

Les différents instituts privés qui prétendent dispenser un enseignement supérieur vont devoir se soumettre au cahier des charges définis par le texte adopté hier. Le ministre du secteur, interpellé à ce sujet, a assuré ne pas savoir par «quel miracle» ces instituts activent alors que son département n'a délivré d'agrément à aucun d'entre eux. Pourquoi ne les ferme-t-il donc pas ? Rachid Harroubia répond que sans une assise juridique, cela n'était pas possible. «Maintenant que nous disposons d'une loi, on peut regarder de plus près ce qui s'y passe. Nous pourrions désormais protéger les jeunes qui y étudient et qui régulièrement nous sollicitent pour des diplômes d'équivalence, ce que nous ne pouvons leur fournir» explique-t-il.

N. I.